

Imaginaire, participation, engagement et *empowerment*

Des notions pour penser la relation entre risques et changements

Françoise Bernard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/4509>

DOI : [10.4000/communicationorganisation.4509](https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.4509)

ISSN : 1775-3546

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2014

Pagination : 87-98

ISBN : 978-2-86781-904-9

ISSN : 1168-5549

Référence électronique

Françoise Bernard, « Imaginaire, participation, engagement et *empowerment* », *Communication et organisation* [En ligne], 45 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/4509> ; DOI : [10.4000/communicationorganisation.4509](https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.4509)

Imaginaire, participation, engagement et *empowerment* des notions pour penser la relation entre risques et changements

Françoise Bernard¹

*«Chaque génération sans doute,
se croit vouée à refaire le monde.
La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas.
Mais sa tâche est peut-être plus grande.
Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse.»*
Albert Camus, 1957².

Introduction

L'idée que nous souhaitons explorer dans cette contribution est la suivante : nous assistons historiquement à une reconfiguration de l'imaginaire qui avait été forgé dans les pays du Nord, lors des révolutions industrielles successives associées aux valeurs portées par la Modernité et les philosophes des Lumières, et qui avait dominé jusqu'à la fin des trente glorieuses. Le tournant du XXI^e siècle est marqué par un ensemble de paradoxes, par exemple : le catastrophisme ambiant est accompagné d'une multitude d'initiatives prises et de projets conduits par les acteurs sociaux, la société civile et par des organisations et institutions de toutes sortes. L'imaginaire contemporain en cours d'élaboration semble être, notamment, caractérisé par la place significative qui est attribuée à la communication, la participation, l'expérimentation, l'action et l'initiative citoyennes.

Notre contribution propose de revenir sur le continuum – action, lien, sens, institution et imaginaire – qui est au cœur de nombre de problématiques communicationnelles.

Dans la réflexion que nous présentons, nous ne faisons pas état directement des résultats des travaux de recherches financées à forte épaisseur empirique

¹ Françoise Bernard, IRSIC EA 4262. Aix-Marseille Université ; francoise.bernard@univ-amu.fr

² Albert CAMUS, Discours de Stockholm, 10 décembre 1957, texte intégral : http://nobelprize.org/nobel_prizes/literature/laureates/1957/camus-speech-f.html

que nous conduisons depuis une douzaine d'années³ et qui sont consacrés aux problématiques de la relation entre communication, action et engagement, mais aussi à l'étude du continuum communiquer, agir, donner sens, symboliser et institutionnaliser. Ces travaux ont été conduits et sont poursuivis dans des domaines comportant des risques, notamment sanitaires et environnementaux.

Nous avons plutôt choisi, pour ce dossier de la revue *Communication & Organisation*, de mettre en regard des notions, des courants d'analyse, des tendances sociétales qui permettent d'apporter une contribution à la compréhension des enjeux liés aux risques et aux changements. La contribution est structurée en deux points.

Risque- précaution- sécurité- catastrophisme : questionner l'idéologie du progrès et l'imaginaire de la rationalité illimitée

Entre sentiment du risque et risque objectif : regards pluriels

Nous privilégions trois regards : l'historique, le communicationnel et médiatique.

Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, le risque s'est constitué peu à peu comme catégorie d'analyse, la littérature scientifique des 30 dernières années du siècle dans la plupart des disciplines en témoigne (cf. notamment : Douglas & Wildavsky, 1984 ; Beck, 1986 ; Piller, 1991). Le risque a deux visages, il est abordé comme ressource pour une société, par exemple le risque entrepreneurial est valorisé du point de vue de ce que certains auteurs nomment « l'esprit d'entreprise » (Perrin-Wattel, 2003), on parle de culture du risque. Il est associé à la notion d'innovation (Bouzon, 2002). Autre exemple, les débats publics et les controverses qui se développent autour du risque techno-industriel permettent d'expérimenter d'autres pratiques démocratiques et médiatiques (Suraud, 2007). Par ailleurs, les discours et textes consacrés aux risques permettent aussi l'expression de nouveaux problèmes préoccupants et anxiogènes et, dans ce cas, le risque est mis en relation avec d'autres notions structurantes, par exemple celle du principe de précaution (Godard, 2000), notion qui a pour effet de différer la question de la responsabilité ; la notion de controverse s'est aussi beaucoup développée⁴. Elle est abordée en SIC par un élargissement des terrains d'observation montrant ainsi les relations entre sphère scientifique, médiatique, politique et société civile : « C'est même à cela qu'on peut reconnaître le plus sûrement une controverse sociotechnique : elle est constituée avant tout par des tentatives de déplacement – et souvent d'élargissement – des cadres de légitimation et d'évaluation des arguments. » (Le Marec, 2011, 42)⁵. Autre notion associée au risque, la notion de sécurité,

3 Pour une synthèse de ces travaux, cf. notamment : Courbet B. & Halimi-Falkowicz S. (2010).

4 Pour une analyse communicationnelle de la controverse, on consultera avec intérêt : Jeanneret (1998) ; Jurdant (1998).

5 Cf. Analyse du discours de la presse quotidienne à propos des résistances aux antibiotiques en contexte

elle est déclinée dans de multiples directions, et notamment celles de la sécurité alimentaire et sanitaire.

Le risque apparaît donc comme une notion polysémique et ambiguë pratiquement, mais aussi théoriquement (Duclos, 1996). Cette notion est, malgré ses incomplétudes, devenue centrale pour comprendre certaines dynamiques de nos sociétés. Elle donne lieu à une activité de recherche originale et dense, par exemple, dans le champ des SIC, des chercheurs posent la question : « Comment gouverner les études sociales des sciences ? » (cf. notamment Le Marec, 2010). Cette gouvernance implique fortement les activités info-communicationnelles.

Le risque objectivé par les analystes est distingué du sentiment de risque en quelque sorte le risque subjectivé, ressenti et exprimé dans la société civile. Le risque subjectivé constitue bien évidemment un objet d'études intéressant pour le chercheur en SHS.

Indéniablement, une partie de nos contemporains éprouvent un sentiment de risque accru et croissant. Les figures du risque contemporain sont multiples : sociales, technologiques, écologiques, sanitaires. Le risque n'est pas une notion récente, apparue dès le XIV^e siècle, aujourd'hui reformulée par la sphère politique, médiatique, mais aussi par certains chercheurs (sociologie du risque, économie du risque, communication de risques, etc.) et par la sphère des experts. L'expertise s'est déployée de manière très large autour des enjeux du risque, les chercheurs dans des programmes pluridisciplinaires proposent, quant à eux, de saisir les contours des interrelations multiples entre univers de l'expertise et univers de la recherche⁶.

Métamorphoses contemporaines du risque

Pour conduire une analyse ample, il convient de mettre en regard des points de vue différents et divergents.

Le point de vue portant sur l'accroissement objectif du risque, est contesté par les chercheurs qui s'intéressent au temps long et aux observations longitudinales, à commencer par les historiens. Le risque est présent au cœur de toute société à toute époque historique, ce qui varie c'est la nature du risque et le sentiment du risque.

L'historien américain, Eugen Weber, spécialiste de l'histoire de la France, dans un ouvrage majeur intitulé *La fin des Terroirs*, rappelle que jusqu'en 1914, ce qui caractérise le monde paysan, population majoritaire, en France, c'est

génétique et Pratiques de communications dans les pratiques de recherche. Direction scientifique et rédaction : Joëlle Le Marec, Igor Babou ; rapport pour le programme Afsset en ligne : http://www.academia.edu/2999407/Analyse_du_discours_de_la_presse_quotidienne_a_propos_des_resistances_aux_antibiotiques_en_contexte_genetique_et_Pratiques_de_communications_dans_les_pratiques_de_recherche

⁶ Cf. Appel à projets 2014 PEPS interdisciplinaire. Risque et communication : Innovation, expertise, controverse (RisCom), dans le cadre de la Mission pour l'interdisciplinarité, CNRS / ISCC. En ce qui concerne l'étude de la relation experts et médias de masse, cf. : Chevalier Yves (1999).

avant tout de souffrir de la faim ; le risque principal et le plus ordinaire est celui de la sous-nutrition et de la malnutrition. Il rappelle aussi, en conclusion de son ouvrage, que, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le rationalisme était réservé à l'élite et que la magie et le surnaturel continuaient à représenter le modèle du monde dominant du plus grand nombre (Weber, 704). Ce phénomène s'est transformé peu à peu et inversé de manière forte dans la première moitié du XX^e siècle, notamment avec la poursuite de l'urbanisation et le changement des modes de vie. Ce mouvement de l'hégémonie du rationnel a aussi été étudié par Norbert Elias (2003). On peut noter que c'est précisément dans la période gagnée massivement par le rationnel voire le rationalisme, qu'à contre courant en quelque sorte, les crises multidimensionnelles de l'après trente glorieuses et les doutes liés à la prise de conscience que la planète était un monde aux ressources limitées, ont fait resurgir un sentiment diffus et assez généralisé de risque. Ainsi, et en poursuivant le raisonnement de ce grand historien, nous émettons l'hypothèse que des populations, désormais conquises aux valeurs du rationalisme et du mythe du progrès, se trouvent en quelque sorte déstabilisées et désemparées par l'émergence de nouveaux risques. L'imaginaire d'une rationalité illimitée (Castoriadis, 1975)⁷, lié aussi à une phase du capitalisme glorieux et conquérant, fondé sur la mythologie du progrès qui fut si structurant socialement au XX^e siècle est entré en crise peu à peu depuis la fin des trente glorieuses⁸.

D'un point de vue communicationnel, on note aussi combien la sphère médiatique et politique joue un rôle actif dans la construction du sentiment de risque. Par exemple, en France, depuis quelques années, à chaque période électorale, les thèmes mêlés du risque, de la violence, de l'insécurité réapparaissent.

Du point de vue médiatique, on note un mouvement de balancier entre deux grands courants. Premier courant, le risque est repris dans des analyses relevant du courant catastrophiste⁹, des auteurs soulignent certains paradoxes et notamment le fait qu'ayant franchi de nouveaux seuils dans la possibilité de nous anéantir, ce fait s'accompagne de la croyance selon laquelle nous ne croyons pas possible le surgissement concret de la catastrophe (Dupuy, 2004 ; Stengers, 2009). Deuxième approche du risque et de sa prise en charge, il s'agit cette fois-ci d'étudier le risque comme opportunité de renouvellement des formes de délibération publiques et d'approfondissement démocratique à partir notamment de terrains et de cas concrets, comme celui de la catastrophe d'AZF à Toulouse qui a conduit à des formes de mobilisation complexes et nouvelles (Suraud, 2007).

⁷ Selon C. Castoriadis (1975), le modèle rationaliste -productiviste n'est pas propre au capitalisme, il caractérisait aussi le modèle collectiviste soviétique (et chinois).

⁸ On note aussi des tendances contradictoires, l'expansion du modèle capitaliste à toute la planète et une crise relative de ses fondements et valeurs dans les pays historiques qui l'ont inventé. Sur la notion de dynamique du capitalisme et d'économie ouverte, cf. Braudel (1988).

⁹ Pour une approche critique du catastrophisme en philosophie : cf. Foessel (2013).

Par ailleurs, on peut considérer, que la période contemporaine, depuis les années 50 est plutôt caractérisée, pour les pays du Nord, par une baisse des risques « historiques traditionnels » que représentaient les violences, les guerres, les famines, les épidémies sanitaires (à l'exception de la pandémie du SIDA), et par une montée du risque techno-industriel et environnemental. Ces « nouveaux » risques sont publicisés et repris par les médias et désormais par les médias sociaux, par exemple, en France : marée noire de l'Amoco Cadiz (1978), AZF (2001), au niveau international : Bhopal (1984), Tchernobyl (1986), marée noire en Louisiane (2010), accident nucléaire de Fukushima (2011) ; on peut ajouter les risques naturels : intempéries, tornades et cyclones divers qui sont, dans certains cas, interprétés dans le cadre du réchauffement climatique. Les risques sanitaires : la pandémie du SIDA, le sang contaminé, la grippe aviaire, l'ESB ou maladie de la vache folle, les OGM, les problèmes de la nutrition et de la « mal bouffe », etc. ont été et sont aussi fortement présents sur les scènes de l'expertise (Lascoumes, 2002) et de la médiatisation.

En ce qui concerne les risques « traditionnels » comme le souligne Dorvil dès la fin des années 80 : « D'après Chesnais, l'homme paie sa plus grande sécurité objective par une plus grande insécurité subjective, un sentiment d'enfermement, de "violence", d'écrasement de sa liberté » (1988, 203)¹⁰.

Ce point est particulièrement intéressant, tout se passe comme si la réduction de certains risques, en s'accompagnant d'un ensemble de mesures administratives, de contrôles divers et de respect de normes, apparaît aussi comme réductrice du « sentiment de liberté ».

Entre affaïssement de la foi dans le « Progrès » et médiatisation des catastrophes, le socle de l'imaginaire de la rationalité illimitée semble être ébranlé. Dès lors on peut se demander quelles sont les pistes ouvertes vers de nouveaux « imaginaires socio-historiques » (Castoriadis, 1975).

Comprendre les changements à la lumière des notions de participation, d'*empowerment* et d'engagement

Un ouvrage phare (Callon, Lascoumes & Barthe, 2001) au début de ce siècle donne le ton et trace un sillon de recherche fécond consacré à la question des synergies entre science, politique et société. L'acteur social, le citoyen s'invitent dans le débat science et société qui est, de fait, élargi à d'autres qu'aux spécialistes de la science et de la société (chercheurs, experts, médiateurs de tous horizons).

À y regarder de plus près, les chercheurs en communication apportent une contribution, parfois discrète et modeste certes, mais tout aussi pertinente, pour décrypter les actions et activités qui émergent du déclin de l'idée de *safe society*. Ils observent de nouvelles pratiques associées à de nouvelles notions, par exemple : la communication relationnelle dans les organisations et les

10 Chesnais cité par H. Dorvil (1988), in recension, *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 1, n° 1, 1988, p. 201-206. URL: <http://id.erudit.org/iderudit/301022ar>

associations (Dacheux, 1998 ; Carion, 2010), la communication et la maîtrise des risques (Bouzon, 1999), l'analyse communicationnelle du changement (Carayol, 2004), la mobilisation, l'interpellation, le jugement (D'Almeida, 2007), l'alerte, la participation, l'engagement (Bernard, 2013), les logiques de projet (Gardère, 2012 ; Piponnier-Rouanet, 2012) ; autant de dimensions qui sont traversées par les questions de la médiatisation et des nouvelles pratiques de publicisation – dans l'acception de mise en espace public – et de médiation.

Dans cette contribution, nous nous centrons plus particulièrement sur deux notions qui nous semblent importantes pour mieux comprendre ces questions, la notion de participation et la notion d'engagement. Parallèlement, nous essayons d'identifier des assemblages notionnels et conceptuels qui permettent, aux conditions d'une définition et d'une discussion exigeantes, d'élargir la perspective analytique.

La culture de la participation : entre désir et principe de réalité

Une des caractéristiques de la culture contemporaine serait celle du désir de participation des sujets sociaux, participation généralisée à tous les thèmes et à toutes les échelles. Participation mise également en avant par la culture et le commerce de l'Internet et des réseaux sociaux.

La participation peut être observée comme pratique caractérisant ce que des sociologues du changement, aux différences paradigmatiques marquées par ailleurs, (Crozier, 1982 ; Touraine, 1984 notamment) avaient étudiée, depuis les années 80, à savoir l'émergence d'un mouvement *bottom up*, représenté par de nombreuses initiatives des acteurs sociaux sur le terrain. Par la suite, le renouveau de la thématique environnement / environnement et santé a ouvert et élargi un espace d'expérimentations encore plus fortement investi par la société civile.

Cette notion de participation est, elle aussi, large, floue et polysémique. Pour clarifier un peu les choses, on peut retenir deux grandes définitions. Première définition, la participation passive « avoir part à », elle suppose qu'un sujet social est pris dans un ensemble sans jouer forcément un rôle actif. Deuxième définition, « prendre part à », elle induit une prise, c'est-à-dire une action de la part du sujet. Par ailleurs, la participation peut s'inscrire dans différentes logiques : une logique d'expression, participer à un forum, à des échanges, etc. ; une logique processuelle être impliqué dans une approche participative ; une logique de décision participer à des décisions, ce qui pose la question du pouvoir.

Autrement dit, la participation peut être observée comme pratique cathartique, l'expression relèverait de cette catégorie. Elle peut être étudiée dans sa dimension transformative de processus sociaux, politiques, économiques et dans ce cas, la participation est un processus politique qui a à voir avec la question de l'*empowerment*. Cette notion d'*empowerment*, d'origine nord-américaine, est définie dans la presse et les médias comme

« processus qui permet aux individus de prendre conscience de leur capacité d'agir et d'accéder à plus de pouvoir » (Zappi, 2013). Elle est utilisée par des collectifs d'acteurs très différents, la Banque mondiale, les associations d'aide au développement et aux populations défavorisées, les spécialistes de la politique de la Ville (notamment le réseau Amadeus11 des directeurs de la politique de la ville), les *think tanks* (ex. *Terra Nova* pour la politique de la Ville), etc. Certains chercheurs soulignent que cette notion devient, dans certains cas, synonyme de participation et distinguent trois modèles : le modèle radical où l'*empowerment* a un statut de levier émancipateur, le modèle libéral et néolibéral qui donne une autre signification à cette notion en défendant le principe d'un état « maigre » où les individus doivent prendre en charge eux-mêmes la résolution de leurs problèmes (Bacqué & Biewener, 2013). La notion, souligne, en creux et au moins en partie, la fin de la prétention des pouvoirs publics, de la technocratie et des élites à résoudre à eux seuls tous les problèmes de la société. Elle révèle donc les limites, voire l'impuissance, des pouvoirs publics dans un ensemble de domaines. Mais elle montre aussi et par ailleurs que la notion, dans une acception libérale, d'auto organisation, de la « main invisible », du laisser faire – laisser passer comme modes de régulation « spontanée » conduit à beaucoup d'échecs et d'impasses parfois très coûteux (villes où il fait mauvais vivre, surproduction et crise financière, épuisement des ressources naturelles et des sols, accumulation des déchets de toute nature et notamment toxiques, etc.).

Par ailleurs, d'autres chercheurs soulignent la multiplication des instances participatives, comme autant d'espaces d'intermédiation qui produisent des effets à la fois intéressants et contrastés en termes de circulation de savoirs et d'expériences, en termes de concertation, d'apprentissage démocratique (Talpin, 2013). Cependant, ces effets restent souvent limités car ces expériences sont encore insuffisamment articulées avec d'autres sphères de pouvoir, d'analyse et de décision. Ce point concernant une articulation entre la participation et l'action nous conduit à convoquer une autre notion, la notion d'engagement.

L'engagement en actes, un cadre d'analyse et un point de vue fortement heuristiques

En relation avec cette notion de participation, nous nous intéressons depuis une douzaine d'années à la notion d'engagement (Bernard & Joule 2004 ; Bernard, 2013). En effet, cette notion revient sur la scène des Sciences sociales et permet de mieux comprendre les dynamiques observables dans la sphère de la société civile, dans la sphère politique et médiatique mais aussi pour les organisations et les institutions. Elle permet aussi de questionner et

11 Association des Missions d'Aménagement de Développement Economique, Urbain et Social constituée en 1992, rassemble des professionnels, des cadres de la Politique de la Ville œuvrant dans de grandes villes ou agglomérations françaises.

de compléter la notion de participation en proposant des éléments d'analyse précis. L'engagement en première approche peut être défini dans deux grandes directions : l'engagement par les idées, l'engagement par les actes. Ces deux formes d'engagement ont en commun et pour horizon le changement de significations, de comportements et de valeurs. L'engagement par les idées renvoie à un présupposé du changement très naturalisé par les acteurs sociaux, à savoir que pour modifier des actes il conviendrait préalablement de modifier les représentations sociales, les attitudes, les opinions, les idées des sujets. Ce présupposé est hérité d'une double tradition philosophique, que l'on peut résumer de manière très raccourcie : de Platon aux philosophes des Lumières. Cette tradition est aussi très présente dans la littérature où est traduite la figure de l'intellectuel, du sujet engagé : Zola, Merleau-Ponty, Camus, Sartre¹², notamment. Il apparaît, même si notre formulation peut paraître à juste titre un peu triviale, que l'engagement donne du sens à la vie dans un monde que nous savons depuis Max Weber plutôt désenchanté.

Le courant de recherche dans lequel nous inscrivons nos travaux part d'un présupposé différent, à savoir que nos actions du présent sont davantage liées à nos actions du passé qu'aux idées nouvelles que nous aurions acquises sur la pertinence d'en changer. Ce présupposé s'inscrit dans une filiation de recherche qui, depuis Kurt Lewin, montre combien la relation entre les idées et les actes est incertaine¹³. Prenons des exemples de la vie quotidienne, nous pouvons être sincèrement convaincus des nuisances et nocivités de la voiture individuelle, sans par ailleurs prendre d'initiative pour modifier nos pratiques de mobilité au quotidien ; de la même manière nous connaissons les vertus d'une alimentation saine associée à une activité physique régulière pour rester en bonne santé, or, nous ne respectons pas forcément ces principes de base. Les exemples des écarts nombreux et variés entre nos convictions, nos savoirs d'une part et, d'autre part, nos actes sont très nombreux au niveau individuel, ils le sont tout autant au niveau collectif. De nombreuses études aux États-Unis ont montré, dans le domaine de la santé notamment (Peterson *et al*, 2000), avec des travaux de recherche longitudinaux, à grande échelle (8 000 sujets enquêtés) et selon la méthode expérimentale, combien cet écart entre les idées et les actes était significatif. L'engagement est donc défini, dans ce cadre, comme le lien qui unit l'individu à ses actes comportementaux (Kiseler & Sakumura, 1966 ; Joule & Beauvois, 2002, 2014). Les travaux conduits dans le champ de la psychologie sociale proposent une théorie de la genèse de l'engagement rare et précieuse, ils permettent également de théoriser la question de la persévérance dans un cours d'action tout en déplaçant la relation entre action et significations. Un point original est travaillé dans ce

12 E. Zola, « J'accuse », article paru le 13 janvier 1898 dans le quotidien français *L'Aurore* ; A. Camus (1947, 1972). *La peste*, Gallimard ; Merleau-Ponty, 1948, *Sens et non-sens*, Paris, Nagel ; J. P. Sartre (1945, 1996). *L'existentialisme est un humanisme*. Paris : Gallimard.

13 Pour un exposé plus complet de ce cadre théorique, cf. Bernard, 2013.

courant, celui des risques liés à l'escalade d'engagement et de l'enjeu qu'il peut y avoir à se désengager d'une décision et d'un cours d'action qui deviennent insatisfaisants ou contre productifs. Enfin, ces travaux montrent comment les significations sont forgées dans le cours de l'action et ne la précèdent ni la surplombent pas forcément. Nous complétons ces références, par les travaux que nous conduisons en SIC, en prenant en compte d'autres travaux inscrits dans d'autres paradigmes et notamment les travaux de Becker (1960, 2006) et de Thévenot (2006)¹⁴. Ces travaux montrent quant à eux que l'engagement est un concept qui répond à un problème théorique, celui de la persévérance des acteurs sociaux dans un cours d'action (Becker) et que différents régimes d'engagement peuvent être distingués (Thévenot). Nous avons expérimenté, dans le domaine de l'environnement notamment, combien ce cadre théorique et méthodologique était heuristique pour penser et agir autour des questions pratiques du risque et du changement en favorisant la mobilisation des acteurs sociaux (Bernard, Courbet & Halimi-Falkowicz, 2010).

Conclusion

La question que nous posons dans nos travaux est aussi celle des voies d'une institutionnalisation de nouveaux imaginaires et du socle d'un nouvel imaginaire socio-historique¹⁵. Parmi les dynamiques d'institutionnalisation, il convient de compter fortement sur les activités info-communicationnelles : projets communicants, médiation et médiatisation, nouvelles pratiques numériques (réseaux sociaux, forums, blogs, etc.). La question théorique et pratique de la circulation entre textes, discours, projets, actions est centrale. Une autre histoire de recherche commence, elle est partagée en SIC, elle sera à suivre dans d'autres publications et co-publications...



BIBLIOGRAPHIE

BACQUÉ M.-H. & BIEWENER C. (2013), « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? » *Idées économiques et sociales*, n° 173, 25-32.

BECK U. (1986, 2001), *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Éditions Aubier.

BECKER H.-S. (2006 [1960]), « Sur le concept d'engagement », *SociologieS*, [En ligne], Découvertes / Redécouvertes, Howard Becker, mis en ligne le 22 octobre 2006. URL : <http://sociologies.revues.org/index642.html> (traduction par Soulet M.-H., Baechler D. & S. Emery Haenni de l'article « Notes on the Concept of Commitment », *American Journal of Sociology*, vol. 66, 1, 1960, 32-40).

¹⁴ Sur ce point, consulter également Bernard (2013).

¹⁵ En ce qui concerne la définition de l'imaginaire chez Castoriadis – un imaginaire social qui rend possible l'institution de l'individu comme sujet social : cf. A. Tomès (2008).

BERNARD F. & JOULE R.-V. (2004). « Lien, sens et action : vers une communication engageante », *Communication & Organisation*, GREC/O, Université Michel de Montaigne, n° 24, Bordeaux 3, 347-362.

BERNARD F., COURBET D. & HALIMI-FALKOWICZ S. (2010), « Expérimentation et -communication environnementale : la communication engageante et instituante », in Courbet, D. (dir.), *Communication et Expérimentation*. Paris : Éditions Hermès Lavoisier, 71-113.

BERNARD F. (2012), « Environnement – communication – organisations – institutions : quels apports et approches critiques ? » In Heller T., Huet R., & Vidaillet B. *Communications & organisations : perspectives critiques*. Lille : Presses universitaires de Lille Septentrion, 433-443.

BERNARD F. (2013), « Engagement et communication : enjeux théoriques, enjeux pratiques ». In Delaye R. & Lardellier P. (sous la dir.). *L'engagement, de la société aux organisations*. Paris : Éditions L'Harmattan, 15-22.

BIGGS R., CARPENTER SR & BROCK WA. (2009), « Passant au bord du gouffre : la détection d'un changement de régime imminent à temps pour l'éviter », *Actes de l'Académie nationale des sciences* 106 : 826-831.

BOULDING K. E. (1966), « L'économie du vaisseau spatial Terre », in HE Daly, rédacteur en chef, *Problèmes de qualité de l'environnement dans une économie en croissance*. Johns Hopkins University Press, Baltimore, Maryland, USA.

BOUZON A. (1999), « Communication de crise et maîtrise des risques dans les organisations », *Communication & organisation* [En ligne], 16 | 1999, mis en ligne le 27 mars 2012, URL : <http://communicationorganisation.revues.org/2257>

BOUZON A. (2002), *Communiquer dans l'incertain. La communication dans les processus de conception innovante à « risques maîtrisés »*. HDR, SIC. Université Toulouse I.

BRAUDEL F. (1988), *La dynamique du capitalisme*. Paris : Éditions Flammarion.

CALLON M., LASCOUMES P. ET BARTHE Y. (2001), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris : Éditions Le Seuil.

CARAYOL, V. (2004), *Communication organisationnelle, une perspective allagmatique*. Paris : Éditions L'Harmattan.

CARION F. (2010), « La communication associative ». *Communication*, vol. 28, 193-206.

CASTORIADIS C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Éditions Le Seuil.

CHESNAIS J.-C. (1981), *Histoire de la violence (en Occident de 1800 à nos jours)*. Paris : Éditions Robert Laffont.

CHEVALIER Y. (1999), *L'expert à la télévision : Traditions électives et légitimité médiatique*. Paris : CNRS Éditions.

CLAEYS-MEKDADE C. (2006), « La participation environnementale à la française : le citoyen, l'État... et le sociologue », *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 7, mis en ligne le 15 décembre 2006, URL : <http://vertigo.revues.org/8446>.

- CROZIER M. (1982), *On ne change pas la société par décret*. Paris : Éditions Le Livre de poche.
- DACHEUX, E. (1998), *Associations et communication, critique du marketing*. Paris : CNRS Éditions.
- D'ALMEIDA N. (2007), *La société du jugement : Essai sur les nouveaux pouvoirs de l'opinion*. Paris : Éditions Armand Colin.
- DOUGLAS M. & WILDAVSKYA A. (1984), *Risk and Culture, An Essay of the Selection of Technological and Environmental Dangers*. Berkeley : University of California Presse.
- DUCLOS D. (1996), Puissance et faiblesse de la notion de risque. *L'année sociologique*, vol. 46, n° 2, 309-337.
- DUPUY J.-P. (2004), *Pour un catastrophisme éclairé*. Paris : Éditions Le Seuil.
- ELIAS N. (2003), *La dynamique de l'Occident*. Paris : Pocket.
- FOESSEL M. (2013), *Après la fin du monde : Critique de la raison apocalyptique*. Paris : Éditions du Seuil.
- GARDÈRE E. (2012), *Communication organisationnelle et logiques d'acteur en mode projet. Du modèle entrepreneurial à la gouvernance publique*. HDR, SIC, Université Bordeaux 3.
- GODARD O. (2000), « Le principe de précaution », *Projet*, n° 261, 51-62.
- JEANNERET Y. (1998), *L'affaire Sokal, ou la querelle des impostures*. Paris : Presses universitaires de France.
- JOULE, R. V. & BEAUVOIS, J.-L. (2002, 2014). *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*. Grenoble : PUG.
- JURDANT B. (1998). *Impostures scientifiques : Les malentendus de l'affaire Sokal*. Paris : La Découverte/Alliage.
- KIESLER C. A. & SAKUMURA J. (1966), « A test of a model of commitment », *Journal of Personality and social Psychology*, 8, 331-338.
- LASCOUMES P. (2002), « L'expertise, de la recherche d'une action rationnelle à la démocratisation des connaissances et des choix ». *Revue Française d'administration publique*, n° 103, 369-377.
- LE MAREC J. (dir.), (2010). *Les études de sciences. Pour une réflexivité institutionnelle*. Paris : Archives contemporaines.
- PERETTI-WATTEL P. (2000), *Sociologie du risque*. Paris : Armand-Colin.
- (2001). *La société du risque*. Paris : La découverte.
- (2003). « Risque et innovation : un point de vue sociologique », *Innovations*, 18, 59-72.
- PESTRE D. (2007), « L'analyse de controverses dans l'étude des sciences depuis trente ans. Entre outil méthodologique, garantie de neutralité axiologique et politique », *Mil neuf cent*, n° 25, 2007.
- PETERSON A. V., KEALEY K. A., MANN S. L., MAREK P. M. & SARASON I. G. (2000), « Hutchinson Smoking Prevention Project: long-term randomized trial in school-based tobacco use prevention—results on smoking », *Journal of the National Cancer Institute*, 92, 1979-1991.

PILLER C. (1991), *The fail-safe society: Community defiance and the end of American technological optimism*. New York : BasicBooks.

PIPONNIER-ROUANET A. (2012), *Le projet. Une approche socio pragmatique d'un artefact communicationnel*. HDR SIC, Université Paris 7.

RAFFENSPERGER C. & TICKNER W., éditeurs. (1999), *Protection de la santé publique et l'environnement : mise en œuvre du principe de précaution*. Island Press, Washington, DC, USA.

STENGERS I. (2009), *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*. Paris : La Découverte.

SURAUD M.-G. (2007), *La catastrophe d'AZF. De la concertation à la contestation*. Paris : La Documentation française.

TALPIN J. (2013), « Former des sujets démocratiques. Les effets de la participation sur les individus », *Idées économiques et sociales*, n° 173, 17-24.

THÉVENOT L. (2006), *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*. Paris : La Découverte.

TOMÈS A. (2008), *Cornélius Castoriadis, L'imaginaire comme tel*. Texte établi, annoté et présenté par A. T. Paris : Hermann Philosophie.

TOURAINÉ A. (1984), *Le Retour de l'acteur*. Paris : Librairie Arthème Fayard.

WEBER E. (1976, 1983), *La fin des Terroirs*. Paris : Arthème Fayard et éd. Recherches.

ZAPPI S. (2013), L'« empowerment », nouvel horizon de la politique de la ville [archive], *Le Monde* en ligne, 7 février 2013 : http://www.lemonde.fr/société/article/2013/02/07/1827820_3224.html

Résumé : L'auteure propose une réflexion large et ouverte : historique, théorique mais aussi pratique sur le thème de la relation entre risques et changements. Cette réflexion est nourrie par ailleurs de plus de douze ans de travaux de recherche (projets financés et publications) consacrés aux problématiques et pratiques du changement et de l'engagement en actes dans des situations de communication et pour des domaines comportant des risques, notamment sanitaires et environnementaux.

Mots-clés : imaginaire, participation, engagement, communication et empowerment.

Abstract : *The author proposes a wide and open reflection : Historic, theoretical but also practical on the theme of the relation between risks and changes. This reflection is besides fed by more than twelve years of research works (Financed projects and publications) dedicated to problems and practices of the change and the commitment in acts in situations of communication and for domains entailing risks, in particular sanitary and environmental.*

Keywords : *imagination, participation, commitment, communication and empowerment.*